

COLLOQUE DU 25 AVRIL 2005
CLUB Participations et Progrès
ASSEMBLEE NATIONALE

OBJET : QUELLES MENACES DEMAIN SUR LA SECURITE DE LA FRANCE ?

I Un monde dangereux

Qui perd son ennemi perd son âme. Après la chute du mur de Berlin, l'Occident savoure sa victoire mais ressent un trouble puissant quant à la réalisation de son destin attaché au triomphe des valeurs démocratiques et du libéralisme économique dans un monde en voie d'unification.

Des deux côté de l'Atlantique les réponses ne sont pas symétriques : en gros les Etats-Unis après avoir empochés les dividendes de la paix reconstituent et modernisent leurs capacité militaire. Ils restaurent une conception fondée sur la puissance et la non marginalisation de la composante militaire de la puissance.

Les Européens partent d'une conception qui affirme la disparition de l'adversité. La priorité donnée à la négociation et à l'échange qui relative l'intérêt de l'action militaire. Elle opère cependant un renversement de taille. Les armées ne sont plus organisée et définie par la préoccupation d e défense mais par une logique de projection associée à la maîtrise internationale de la violence.

Le 11/9 n'a pas d'incidence sur l'équilibre géostratégique mondial. En revanche il fait monter le degré de la violence et autorise en réplique le recours à la force militaire. Ces événements modifient finalement peu les postures de sécurité mais affectent les dispositifs de sécurité réévalués à la hausse. Les tensions internationales sont accusées. Les menaces sont potentialisées. L'Occident s'enferme dans l'univers de la peur face au terrorisme. On n'a pas retrouvé un ennemi mais à coup sûr un univers névrotique hanté par la logique infinie de la sécurité.

Le diagnostic sur les menaces évolue. Il distingue désormais :

- 1) une menace réalisée : le terrorisme islamiste ; elle nous vise
- 2) une menace en puissance : la prolifération nucléaire et balistique ; elle nous concerne
- 3) une menace en écho : les conflits entre puissances régionales ; elle peut nous impliquer

A partir de ce constat on constate cependant une difficulté à hiérarchiser des menaces de nature très distincte et qui impliquent des types de réponses politiques, diplomatiques et militaires fortement contrastés. Il existe un danger de l'amalgame pour l'établissement d'une politique pour la France et pour l'Europe.

Au fond notre pays considérait que toutes les menaces étaient à distance. A distance géographique, à distance stratégique et à distance politique. Dans les quinze dernières années les Européens ont en effet plus ou moins consciemment, par idéalisme et aveuglement, travaillé à la passivation de la menace extérieure dans leurs doctrines de défense : la menace était perçue comme lointaine, la conflictualité était neutralisée dans notre rapport avec le reste du monde (d'une part parce que les engagements militaires français ou européens étaient toujours disjoint des intérêts de sécurité et d'autre part parce que nos moyens de sécurité relativisés ne pouvaient constituer pour quiconque une menace de nature stratégique). Or la menace terroriste a contribué à déciller nos yeux. La perception de la « proximité » de cette menace a provoqué une réévaluation les autres types de menace. Elle les a indirectement rapprochées en faisant croître le sentiment de vulnérabilité. Dès lors on constate une ré appréciation des éléments de notre diagnostic de sécurité soit pour des raisons très concrètes (allonge de la portée des missiles commercialisés, prolifération..) soit parce que notre attitude de mise à distance politique et stratégique de certaines zones sensibles n'était plus tenable (élargissement UE, extension de la frontière de l'Union, participation à la lutte militaire contre le terrorisme en Afghanistan; implications diplomatiques dans des crises internationales chaudes (Iran, PO, Caucase).

II Les conflits du statu quo

Lorsque la guerre froide prend fin, le paysage conflictuel que nous connaissons est en grande partie déjà en place, à l'exception notable des crises directement provoquées par l'effondrement du système soviétique (conflits des Balkans et Caucasiens). Les causes de tensions et d'exacerbations des affrontements sont également connues : rivalités régionales, prolifération des armes, terrorisme, montée de l'économie criminelle.

Ces conflits aux causes multiples ne peuvent pas être facilement regroupés sous une dénomination commune. On peut juste observer qu'ils sont tantôt l'expression de la puissance d'Etats qui rivalisent (Inde, Pakistan, Iran, Irak), tantôt ils sont la manifestation de la faiblesse d'Etats qui périssent (Ex-Yougoslavie, Côte d'Ivoire, Colombie, Sierra Leone, République démocratique du Congo...).

Ce qui change par rapport au temps de la guerre froide c'est évidemment la possibilité retrouvée de faire évoluer le *statu quo* global et les sous-équilibres régionaux, y compris en faisant usage de la force. C'est aussi l'apparition de nouveaux acteurs sur la scène internationale oeuvrant dans les interstices d'un statu quo international à la fois fragile et fragmenté.

Là où les enjeux stratégiques sont importants pour l'ensemble de la planète, le risque que des rivalités régionales dégénèrent en conflits internationalisés s'est accru. Là où les intérêts économiques et stratégiques sont faibles, il n'y plus de chasse gardée ni de compétition. Les interventions des grandes puissances n'ont même plus valeur de test. Les affrontements armés inter-étatiques, idéologiques, religieux, ethniques, peuvent donc y prospérer sous l'œil indifférent et les indignations sélectives de la communauté internationale. Dans ces zones, en Guinée, au Sierra Leone, en Somalie, dans la région des grands lacs africains, on assiste à des combats prolongés, à des massacres réguliers, aux déplacements de populations civiles harassées.

Il n'y a pas de paix universelle, ni même d'aspiration universelle à la paix, comme le confirme la brutalité des propos de Pékin à l'égard de Taïwan en cas de sécession.

Faute d'accord sur son évolution, sur les buts, les voies et les moyens d'une évolution possible, le système international reste abonné au *statu quo*, à l'amélioration du statu quo selon une logique de plus en plus sécuritaire.

Il existe bien en effet un *statu quo* relatif et des points de vue divergents sur la viabilité de ce statu quo. Celui-ci convient faute de mieux aux Etats-Unis, à l'Union Européenne, à la Chine, à la Russie et au Japon, qui ne le remettent pas en cause sauf sur des aspects formels liés à sa gestion dans les enceintes internationales (ONU, OMC, FMI, G8...). Ce *statu quo* grosso modo assumé par le directoire des grandes Nations est pour l'heure accepté sans enthousiasme excessif par des pays qui tels l'Inde ou le Brésil font de leur développement économique une priorité.

Il n'y a pas de réelles menaces liées à la contestation frontale du système international qui reste le fait d'un assemblage hétéroclite d'Etats parias, de peuples laissés pour compte, de communautés insurgées, de courants spirituels ou religieux, d'organisations non gouvernementales qui ne trouvent dans le monde actuel ni place, ni reconnaissance, ni raison d'espérer. Leurs actions de contestation sont vouées à l'échec sur le court terme. Elles ne procèdent pas d'inspirations politiques communes. Elles ne visent pas les mêmes buts. Elles disposent de moyens faibles. Mais cette contestation qui alimente le terrorisme effectue un travail de sape sur le long terme.

Paradoxalement sur le court terme, c'est l'amélioration du *statu quo* activement recherchée à la périphérie de la Russie, en Asie centrale et au Moyen Orient, pour y diminuer les facteurs de troubles, qui risque de précipiter la situation.¹ Les actions américaines, européennes et russes, sous couvert de lutte contre le terrorisme et de stabilisation, ne sont pas sans effet pour la stabilité internationale. Les voies et les moyens pour y parvenir sont des sujets de dissensions internationales. Les Etats-Unis, l'Europe et la Russie sont divisés en ce qui concerne l'emploi de la force et ne forment pas un front uni. La concentration et le déploiement de forces militaires impressionnantes sur cette zone qui forme un arc de crises entre le Caucase, l'Asie centrale et le Moyen-Orient, constitue globalement, dans un contexte agité, une menace pour la paix.²

Le discours des armes dans ces régions du monde, depuis la fin de la guerre froide, est en effet redevenu particulièrement sonore³. Deux raisons principales à cela : l'usage des armes n'est plus tenu en laisse par la dissuasion nucléaire, la course

¹ Tertrais B *La guerre sans fin*, coll La République des idées, Seuil, Paris, 2004.

² L'ajustement du dispositif militaire américain est amorcé dès 1990 sous la présidence de Clinton avec un rééquilibrage entre les forces déployées en Europe et celles mises en place en Asie. C'est une profonde transformation qui s'opère à partir de la fin de 2002 sous l'administration Républicaine, dans la perspective des crises à venir au Moyen-Orient, dans le Caucase et en Asie. De nouveaux points d'appui sont recherchés en Europe orientale (Bulgarie, Pologne, Roumanie), au Moyen-Orient (Irak, Qatar, Koweït, Bahreïn, Oman), en Asie centrale (Kirghizie, Tadjikistan, Ouzbékistan), en Afrique (Djibouti, Sao Tomé) et dans la zone Asie Pacifique (Australie, Guam, Malaisie, Philippines, Singapour).

³ Depuis 1990, tensions et conflits se concentrent le long d'un arc eurasiatique qui va du Kosovo à l'ouest à la guérilla des Ouïgours contre les Chinois à l'est en passant par le conflit israélo-palestinien, les séparatismes qui affectent la Géorgie, la Crimée, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, les guerres en Tchétchénie, en Afghanistan, en Irak, le conflit du Cachemire

aux armements de haute technologie n'a jamais cessé et reprend de plus belle. On assiste à une relance des dépenses militaires depuis cinq ans sous l'effet de l'accroissement des dépenses d'armement aux Etats-Unis, en Asie et en Extrême Orient. (Force est d'ailleurs de constater que la folle course aux armements qui s'était ralentie globalement en intensité après la dislocation du Pacte de Varsovie n'a, en revanche, jamais été réellement freinée dans sa propagation géographique comme en attestent la dissémination et la prolifération des technologies à risque vers le Moyen-Orient, l'Asie et l'Extrême Orient durant toute la décennie 90)⁴. Le débridement stratégique des armes conventionnelles est le fait marquant des quinze dernières années.

De ce point de vue, la guerre du Golfe de 1990 avait ouvert une brèche.

Elle apporte la démonstration qu'une grande puissance peut s'engager ouvertement et massivement dans un conflit avec des forces classiques sans qu'aucun autre État n'émette de signal nucléaire. Ensuite elle relativise brutalement le poids et les capacités militaires des puissances européennes comme la France et le Royaume-Uni pour conduire un conflit de forte intensité loin de leurs frontières ; elle est révélatrice de la paralysie soviétique et de l'atrophie soudaine et durable de son rôle international ; elle est une pesante démonstration de la puissance américaine, du savoir-faire militaire et de la supériorité technologique des Etats-Unis. Le poids des capacités militaires, globalement, n'a pas diminué dans le monde depuis une quinzaine d'années. On assiste toutefois à une fragmentation idéologique, stratégique et géographique du concept d'usage de la force armée. Cette fragmentation s'accompagne d'une révision, au gré des circonstances et des points de vue, des critères et des conditions qui légitiment l'emploi des armes. Le recours à la force s'inscrit désormais dans des logiques très contrastées selon les pays et les zones concernées. Ces divergences de conception qui désaccordent les positions des Nations dominantes, découlent de la priorité donnée par chacun à la question de la sécurité, au préalable de la sécurité, à la prééminence des armes pour assurer la sécurité.

Les Européens sont les seuls dans le club des puissants, étant donné la médiocrité supposée des enjeux stratégiques et la médiocrité avérée de leur capacités stratégiques, à tenir comme faibles les contreparties attendues pour leur sécurité de l'usage de la force. Ni la Chine, ni la Russie, ni les Etats-Unis ne font pareille analyse. Depuis la fin de la guerre froide, les Européens ont d'ailleurs toujours pris un soin extrême à présenter leurs interventions militaires comme étant complètement décorrélées de leurs intérêts de sécurité. Comme si l'objectif de placer l'Europe dans un splendide isolement stratégique était autre chose qu'une vue de l'esprit.

Les Européens partent de l'idée que « la puissance (est devenue) moins fongible, moins coercitive et moins tangible »⁵ dans un environnement mondialisé. phénomènes de domination culturelle ou financière). Cette pétition de principe est discutable. Même si l'on adhère à ce schéma d'interprétation théorique qui prône le déclin de la puissance et la rationalisation de son usage, force est de constater que « l'énergétique de l'infrastructure géopolitique montre que les réserves de puissances se trouvent du côté du tiers-monde » et non pas de l'Europe ni même de l'Occident.⁶ Dans quelle mesure les nouvelles puissances, en particulier les puissances émergentes en Asie et en Extrême Orient, adhéreront-elles aux

⁴ Chiffres sur le marché de l'armement

⁵ Nye J *Le leadership américain. Quand les règles du jeu changent*. Nancy, Presses universitaires, 1992, p170

⁶ Dussouy G *Quelle géopolitique au XXIème siècle*, Complexe, Bruxelles, 2001, p107

préceptes de rationalisation de la vie internationale que les Etats occidentaux s'efforcent de mettre en application depuis la fin de la guerre froide ? La gageure est donc de taille.

III Le regard zéro des Européens

La génération européenne qui accède au pouvoir ne connaît rien de la guerre et s'en désintéresse. Elle est prisonnière de ses préjugés et de sa culture post guerre froide. Elle refuse la réalité du monde. Les anathèmes et les rites de conjurations à l'égard des démons du passé tracent une limite infranchissable à la réflexion sur le mal, la violence, l'usage de la force.

Or la guerre n'est pas en train de disparaître, elle se transforme. Le monde est dangereux. L'histoire n'a pas été domestiquée.

Les Européens n'ont aucune raison particulière de se croire à l'abri du danger. D'une part, ils sont plus qu'ils ne l'imaginent exposés à la menace et d'autre part, leur faiblesse leur interdit de peser positivement en faveur d'un rééquilibrage et d'une décripation des relations internationales. Ils étaient des prisonniers de la guerre froide, sans liberté mais protégés, ils sont désormais otages de leur impuissance et vulnérables.

Aucune puissance européenne n'est désormais en mesure d'affronter seule la problématique de sa sécurité extérieure. Tels qu'ils ont été conçus et développés, l'Otan et l'Europe de la défense sont des cadres d'alliance imparfaits et inappropriés. Les Européens ont besoin d'une véritable politique de défense commune. Or, ils se contentent de faux fuyants.

L'Union Européenne doit être en mesure d'assumer l'entièreté de sa défense, ce qui implique qu'elle se reconnaisse comme un acteur stratégique et comme puissance de plein exercice, qu'elle détermine son rapport au monde. L'UE n'échappe pas, de ce point de vue, à un questionnement sur la qualification de ses intérêts vitaux et sur le contrôle politique des capacités mises en œuvre pour les protéger.

La politique militaire de la France doit être réorientée à partir de ces prémisses. Elle doit être consolidée autour du projet d'une défense européenne commune. Pas seulement des forces autonomes au service de la paix mais une défense stratégiquement intégrée

On ne peut pas évacuer la question de la dissuasion ni escamoter les crédits nucléaires sans s'interroger sur l'équation de défense des Européens, sur les conditions de leur subordination ou de leur vulnérabilité. Si l'on ne se résigne pas à la faiblesse, toute économie réalisée sur les équipements nucléaires actuels devrait, par principe, être réinvestie dans les études et la réalisation de nouveaux programmes stratégiques. La sanctuarisation des crédits réservés au nucléaire, à l'espace, aux missiles de supériorité et aux capacités antimissile permettrait des arbitrages pertinents sans insulter l'avenir.

Dans ces domaines, des investissements sont nécessaires. Ils dimensionneront l'autonomie stratégique de l'Europe. Sans impulsion de notre pays, ce sursaut capacitaire a toutefois peu de chance d'être effectué.

Aujourd'hui, les armées européennes, les grandes comme les petites, font à peu près toutes la même chose. Elles sont généralistes et redondantes, collectivement incapables de mener des opérations militaires d'envergure. S'il subsiste une volonté d'indépendance pour l'Union européenne et que la France prétend l'incarner, il faut anticiper les effets d'une programmation militaire européenne encore dans les limbes. Tablant sur la mutualisation des moyens et la division des tâches notre pays doit assumer une spécialisation de pourvoyeur d'équipements stratégiques. Cette option est cohérente avec la consolidation d'une base technologique et de recherche en Europe.

Mais les Européens sont aussi directement confrontés à la question de la gestion internationale de la violence. La maîtrise de cette violence à l'origine des politiques d'intervention au nom des droits de l'homme et au service de la paix exige des adaptations de nos armées pour conduire ces opérations. Des dispositifs de renseignement et d'éclairage des théâtres d'intervention. Des capacités de contrôle stratégique et tactique des espaces opérationnel concernés et de leurs abords. Des moyens versatiles et rapidement déployables. La possibilité de tuer à la fois des missions coup de poing exécutées par des forces spéciales robuste et des missions de stabilisation longue qui implique le détachement et la rotation d'effectifs nombreux. Au niveau national, faute de crédits dont le montant excède la capacité de chaque Etat aucun pays n'est en mesure de réaliser un tel programme. Au niveau européen tous les enjeux et tous les objectifs sont pour l'heure sous dimensionnés.

Louis Gautier